



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

25 JUL. 2011

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Service Protection de l'Environnement  
Industriel et Agricole

Annecy, le 22 juillet 2011

Ref. PEIA/LB

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE  
Chevalier de la Légion d'honneur

**ARRETE N° 2011203-0003**

**Portant mise en demeure de la société CHABLAIS SERVICE PROPRETE à ALLINGES**

VU les dispositions du code de l'environnement et notamment son livre V et son article L 514-1,

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M.Philippe DERUMIGNY, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU le décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visées à l'article L.214-1 du code de l'environnement;

VU l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2006 autorisant la société Chablais Service Propreté à exploiter au sein de son établissement situé en zone artisanale de Mésinges sur le territoire de la commune d'ALLINGES un centre de tri de déchets non dangereux,

VU le rapport de visite de l'inspecteur des installations classées en date 30 juin 2011 faisant suite à une visite du 24 mai 2011,

**CONSIDERANT** que les articles 1-6, 2-2, 2-4, 2-6-2, 7-1-2 et 7-5-2 de l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2006 ne sont pas respectés,

**SUR** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

**ARRETE**

**Article 1 :**

La société CHABLAIS SERVICE PROPRETE dont le siège social est situé au lieu dit « Gros Perrier » 74890 BRENTHONNE, est mise en demeure, pour son établissement situé en zone artisanale de Mésinges sur le territoire de la commune d'ALLINGES, de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté d'autorisation du 7 décembre 2006 précité :

**Sous un délai de trois mois :**

- imperméabiliser les zones de circulation et de parking du site conformément aux articles 2-6-2 et 7-1-2 de l'arrêté précité,
- finaliser la mise en place des réseaux de collecte des effluents, du dispositif déshuileur et de la clôture afin de respecter les articles 1-6 et 2-4 de l'arrêté précité,
- transmettre à l'inspection des installations classées le rapport d'essai des poteaux incendie tel que prévu par l'article 7-5-2 de l'arrêté d'autorisation.

**Sous un délai de six mois :**

- mettre en place du bassin d'orage répondant aux caractéristiques définies dans l'article 2-2.

**Article 2 :**

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration du délai fixé la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L514-1 du Code de l'environnement.

**Article 3 :**

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

**Article 4 :**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice départementale de la Protection des Populations et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Maire d'ALLINGES.



Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet,  
Directeur de cabinet

signé

Régis CASTRO

**POUR AMPLIATION**

La chef de service

Michèle ASSOUS